

PORTRAIT DE L'EUROPE LAITIÈRE : DIVERSITÉ, SPÉCIFICITÉS, COMPLÉMENTARITÉS

CONFÉRENCIER

André Pflimlin

COLLABORATEUR

M. Kempf

INTRODUCTION

La pression économique et la marche forcée vers le grand marché mondial nous amènent à considérer tous les autres pays, régions et éleveurs comme des concurrents. Pourtant, je viens vous parler des producteurs de lait de France et d'Europe comme faisant partie d'une grande famille très diverse où chacun peut trouver sa place.

Les produits laitiers de L'Union européenne représentent encore 45 % du marché mondial malgré une diminution des exportations depuis dix ans qui représentent actuellement 10 % de la production totale. J'ai donc choisi de venir parler du 90 % de la production laitière qui est produite et consommée sur place en Europe. Car le lait n'est pas une matière première banale, c'est un aliment noble avec une forte image de qualité et de santé pour l'homme de tout âge, du nourrisson jusqu'au vieillard. Les consommateurs seront aussi de plus en plus exigeants sur les méthodes de production. Selon les pays, ils ont des goûts différents et demandent des produits différents ; ce qui est une chance, un atout supplémentaire à l'aube du troisième millénaire notamment pour un pays comme la France qui est particulièrement riche en fromages.

Dans ce même esprit, je voudrais souligner quelques convergences fortes entre la France, l'Europe et le Québec.

- Ici comme en Europe, le lait est un aliment noble et ce qualificatif vaut également pour les produits laitiers transformés.
- Le lait est produit principalement à partir des fourrages de la ferme, c'est donc un produit d'un terroir et non un lait industriel produit en *feed lot* avec des aliments achetés sur le marché mondial.
- Cette production se fait dans des exploitations familiales par des éleveurs qui aiment leur métier et connaissent bien leurs vaches et leurs champs.

Il y a aussi des différences non moins importantes.

- Le Québec à lui seul est presque aussi grand que l'Europe des Douze¹, mais il a une densité de population 20 fois plus faible.
- Avec un peu plus de 12 000 fermes laitières de 45 vaches produisant en moyenne 5 800 litres de lait (soit 2,8 millions de tonnes), la production laitière du Québec se situe au niveau des petites et moyennes régions laitières d'Europe soit quatre fois moins que celle des Pays-Bas ou l'ouest de la France et deux fois moins que l'Irlande ou le Danemark.

¹ Europe des Douze : Allemagne, Belgique, Danemark, Espagne, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Royaume-Uni, Portugal

- Comme il y a peu de vaches laitières et de production hors sol (avec des aliments non produits sur l'exploitation), la charge animale par hectare de surface agricole et, par conséquent, les risques de pollution sont faibles par rapport aux pays du nord de l'Europe.
- Enfin, malgré des latitudes assez semblables, le climat du Québec est plus continental avec des étés plus chauds et des hivers plus froids et plus longs que ceux des zones laitières du nord de l'Europe, ce qui limite sans doute la production fourragère.

Le décor étant planté très sommairement, je vais vous présenter quelques images de cette Europe laitière dans sa diversité et ses complémentarités sans ignorer pour autant la concurrence entre pays et entre régions qui est réelle mais que les médias amplifient.

LES PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DE LA PRODUCTION LAITIÈRE DE L'UNION EUROPÉENNE²

Les vaches laitières sont principalement au Nord

En délimitant une Europe du nord et une Europe du sud par une ligne Bordeaux-Venise, on constate que la partie nord, avec 50 % de la surface agricole utile et 60 % de la population humaine totale, détient 80 % des vaches laitières et plus de 80 % de la collecte. Ainsi, sur les 21 millions de vaches laitières présentes dans l'Union européenne⁽²⁾ au début de 1994, plus de 16 millions sont au nord et sont réparties dans quatre bassins principaux de tailles à peu près équivalentes (12 à 14 millions de tonnes de lait) : l'Allemagne du nord (y compris les nouveaux Länder), l'Ouest britannique et l'Irlande, les Pays-Bas, et l'Ouest français. Le Danemark, l'Italie du Nord et La Bavière, produisant de 5 à 7 millions de tonnes, sont de taille intermédiaire.

Dans ces régions, le lait représente généralement plus de 25 % de la production agricole finale (Figure 1). La plupart cumulent aussi d'autres productions animales ou végétales (Figure 2). Le plus souvent, la production de viande bovine, en complément du troupeau laitier, ainsi que de la production porcine sont importantes (Bavière, Allemagne du Nord, Ouest français, Italie du Nord). Aux Pays-Bas, il faut mentionner l'horticulture et en Italie du Nord les céréales et la viticulture (Figure 2). Cette concentration de différentes productions à

² Il s'agit de l'Europe des 12 sans les 3 nouveaux pays entrés en 1995 (Autriche, Finlande, Suède)

Figure 1. Part du lait dans la production finale de l'agriculture des régions européennes



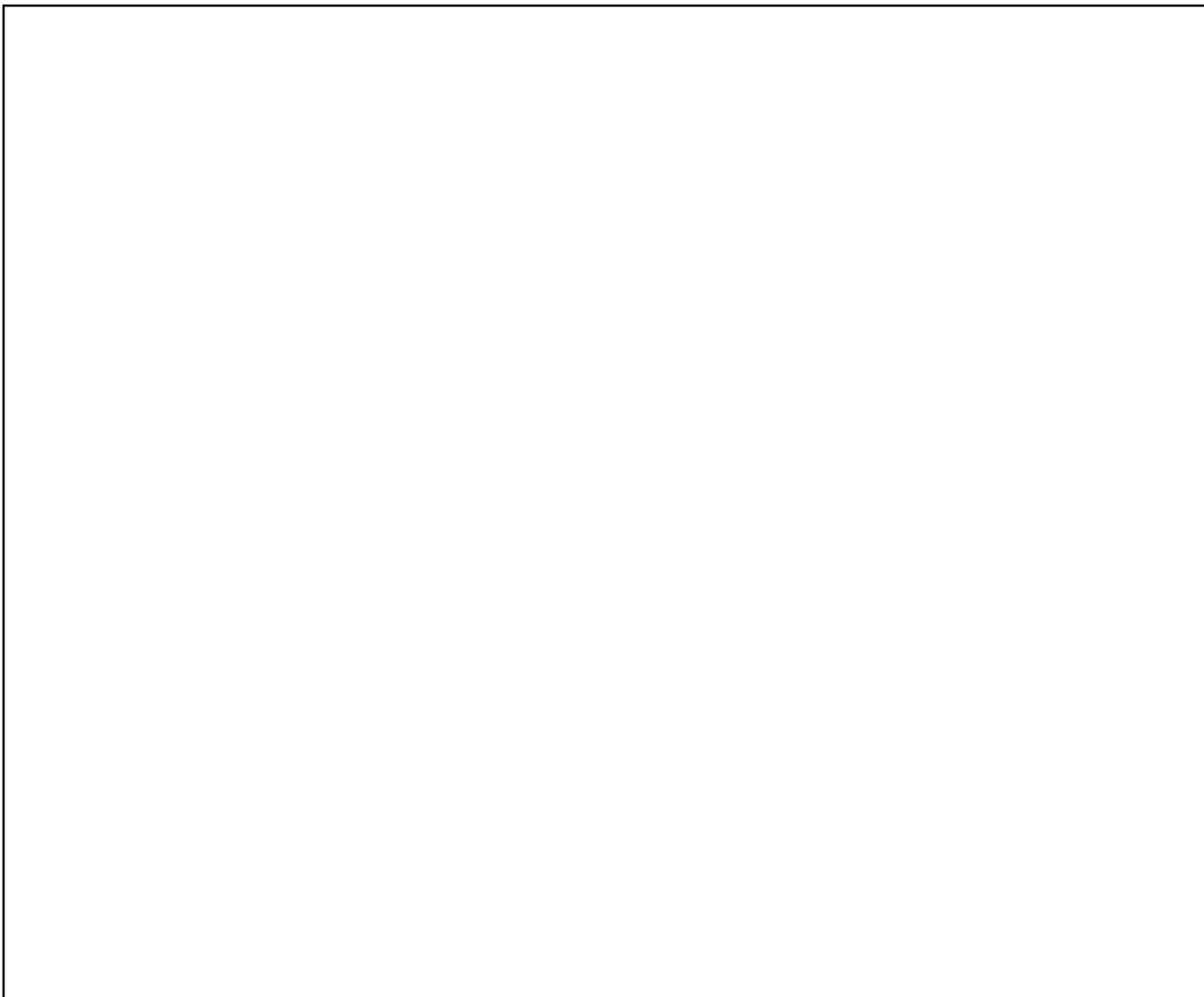
Source : Eurostat, 1994

forte valeur ajoutée entraîne une forte concurrence pour le foncier mais avec des prix très différents selon les pays.

En France : le foncier le moins cher d'Europe

En France, même dans les régions les plus intensives de l'Ouest, le prix du foncier se situe le plus souvent entre 4 500 et 6 000 \$/ha, alors qu'il atteint 10 à 15 000 \$/ha en Italie du Nord et dans l'ouest de l'Angleterre, dépasse 20 000 \$/ha en Bavière et même 35 000 \$/ha dans le sud de la Hollande (Figure 3). Mais l'exploitation du domaine agricole par le propriétaire est très largement dominante dans les pays du Nord et les usages d'héritage (modalités de transmission) sont généralement très favorables à celui qui

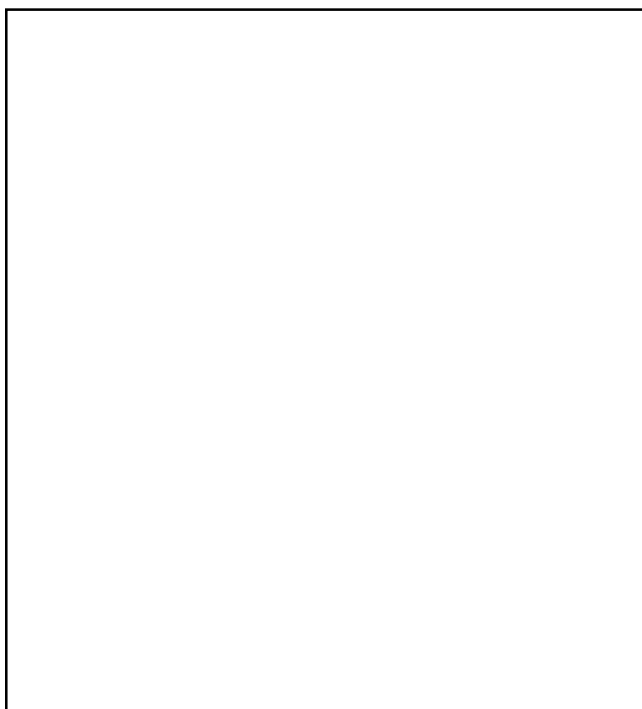
Figure 2. Régions agricoles de l'Europe



Source : Neveu, 1991

reprend l'exploitation dans ces mêmes pays. Enfin, lorsque la densité de population rurale est forte comme en Bavière, une proportion non négligeable du foncier peut être vendue en terrain à bâtir, le produit de ces ventes permettant de racheter des terres un peu plus éloignées ou de payer la nouvelle étable. Inversement, en France, le taux de fermage (l'exploitant agricole loue la ferme) est relativement important et le rapport de prix entre le fermage et l'achat est nettement supérieur à celui observé dans les autres pays. Finalement, les différences des coûts réels sur le foncier sont sans doute plus faibles qu'il n'y paraît en première lecture, mais la France laitière garde un avantage important, à la fois pour le coût du foncier et pour les perspectives d'agrandissement.

Figure 3. Prix des terres dans la communauté européenne par région agricole



Source : Neveu, 1991

Une gestion des quotas adaptée à chaque pays

Depuis la mise en place des quotas laitiers en 1984, les références attribuées à chaque pays (avec des ajustements pour les nouveaux adhérents à l'Union européenne) ont été réduites d'environ 8 % par rapport à la production de 1983. Le principe du lien du quota au sol reste valable mais avec des interprétations très diverses.

Dès la mise en place des quotas, la France et le Danemark avaient choisi de ne pas donner de valeur marchande aux quotas en proposant des attributions

gratuites aux éleveurs «prioritaires». Au Danemark, l'achat d'un quota complémentaire jusqu'à un maximum de 75 vaches était autorisé pour un prix d'environ un franc (0,25 \$) par litre.

À l'inverse, le Royaume-Uni et les Pays-Bas ont rapidement mis en place un marché libre des quotas par vente ou location en dissociant de fait la liaison avec le sol. Les prix de location ou de vente atteignaient respectivement 0,10 \$ ou 0,80 \$ au Royaume-Uni et 0,25 \$ ou 2,50 \$ aux Pays-Bas. Dans ce dernier pays, les transactions sont très nombreuses et touchent près d'un producteur sur deux ! Cette nouvelle dépense de production est cependant amortie dans la comptabilité si bien que le coût réel peut être divisé par deux.

Enfin la plupart des pays du sud de l'Europe, déficitaires en lait, revendiquent une augmentation de leur quota et n'ont pas eu à appliquer de pénalités.

En résumé, la règle unique des quotas se traduit par des réalités très différentes dix ans après la décision politique : contrainte forte mais peu coûteuse en France, contrainte transformée en surcoût par le jeu du marché aux Pays-Bas ou au Royaume-Uni, et quasi-absence de quota pour les pays du sud déficitaires en lait. Cependant le système des quotas devrait être maintenu au moins jusqu'en 2005.

Des ratios de prix lait/concentré très différents

En dix ans, le ratio de prix lait/concentré a considérablement évolué dans tous les pays de l'Union européenne, le prix du lait s'étant assez bien maintenu en monnaie courante alors que le prix du concentré a baissé.

Les Pays-Bas ayant à la fois le lait le plus riche de l'Union européenne et le concentré le moins cher, le produit d'un litre de lait paye 2 kg de concentré en 1995, alors que ce même rapport est plutôt de l'ordre de 1,3 à 1,5 dans la plupart des autres pays (Tableau 1). En Allemagne, il y a une forte différence (de l'ordre de 10 à 15 %) entre le Nord, proche du port de Hambourg, et la Bavière, plus isolée géographiquement. L'Italie se démarque par un prix du lait nettement plus élevé de façon durable, notamment grâce à une bonne valorisation fromagère. Inversement, l'Irlande a toujours eu le prix du lait le plus bas de l'Union européenne et garde un rapport de prix «lait/concentré» peu favorable à l'utilisation des concentrés. À la vue de ce même rapport de prix, il n'est pas surprenant que l'on fasse davantage de lait hors sol aux Pays-Bas qu'en Irlande et en France. Cependant, depuis 1995, la baisse du prix du lait s'est généralisée et tend à réduire les différences entre pays (Figure 4).

Tableau 1. Prix du lait et du concentré dans six pays européens

	France		Allemagne		Irlande		Italie		Pays-Bas		Royaume-Uni	
	1983	1992	1983	1992	1983	1992	1983	1992	1983	1992	1983	1992
Lait à 3,7 % MG (\$/hl)	33,6	40,4	41,4	45	32,6	36	49,4	56,4	39,6	45	35,85	38,7
Concentré (\$/100kg)	43,1	37,8	-	-	38,9	32,9	42,8	40,5	36,5	27,5	44,55	35,25
Rapport Lait/concentré	0,8	1,07	-	-	0,8	1,1	1,15	1,4	1,1	1,6	0,8	1,1

Source : Eurostat, 1994

Figure 4. Évolution du prix à la production du lait standard¹ dans les principaux pays de l'Union européenne



¹ L'inflation a été déduite des prix
Source : EUROSTAT

Tailles et performances de troupeau diverses

La taille moyenne des troupeaux était de l'ordre de 40 vaches en 1996 aux Pays-Bas, en Allemagne du Nord et au Danemark (Tableau 2) pour une production laitière par vache de plus de 6 000 kg. En Italie, la taille moyenne est faible mais avec des différences très marquées entre une production très atomisée (surtout dans le sud de la péninsule) et une production plus spécialisée (dans le Nord).

L'Irlande et la France ont des troupeaux moyens de tailles comparables mais se distinguent par une évolution des productions laitières très différentes (Figure 5). En effet, la France a réalisé l'accroissement de la production par vache la plus importante de l'Union européenne, de façon active par la génétique et l'alimentation dans les exploitations pérennes, mais aussi de façon passive par la disparition de la moitié des producteurs, qui possédaient d'ailleurs souvent des animaux moins performants.

Tableau 2. Production de lait des vaches laitières en Europe en 1996

Pays	Production (millions de tonnes)	Vaches (millions de têtes)	Vaches/ exploitation	Lait/vache/ an (kg)
Allemagne	28,9	5,2	23	5 600
France	25,1	4,6	28	5 400
Italie	10,6	2,1	16	5 000
Pays-Bas	11,0	1,6	41	6 400
UEBL	3,6	0,7	28	5 000
Royaume-Uni	14,8	2,5	67	5 800
Irlande	5,5	1,3	29	4 300
Danemark	4,7	0,7	40	6 600
Grèce	0,8	0,23	5	3 700
Espagne	6,0	1,3	10	4 700
Portugal	1,8	0,4	4	4 900
Union européenne à 12	112,6	20,6	22	5 400
Autriche	3,2	0,7	9	4 500
Finlande	2,4	0,4	11	6 100
Suède	3,3	0,5	27	6 900
Union européenne à 15	121,5	22,1	21	5 400

Figure 5. Évolution de la production laitière par vache dans quelques pays de l'Union européenne



Depuis 1993 en France, dans les régions laitières les plus spécialisées et les plus intensives, on note un ralentissement, voire une stabilisation de la production laitière par vache après 10 ans de croissance très forte. Inversement aux Pays-Bas, la poursuite de l'amélioration de la production par vache est toujours présentée comme la meilleure solution économique et écologique ! Le Royaume-Uni et la Bavière avaient enregistré une stabilisation des performances par vache pendant plusieurs années après la mise en place des quotas ; aujourd'hui, ils redonnent la priorité à la performance animale.

La Holstein s'est généralisée mais les races Pie Rouge résistent

En 1994, environ les 3/4 des vaches laitières de l'Union européenne étaient de type Pie Noir, en majorité des Holstein (Guesdon *et al.*, 1995). En effet, un peu partout en Europe, les races locales ou les races aux caractéristiques mixtes (c'est-à-dire à double fin, lait et viande) ont laissé place dans un premier temps aux vaches de race Frisonne. Puis, depuis 10 à 15 ans, les animaux de type Holstein ont pris le relais. Ainsi, la Holstein domine en France comme en Espagne, en Italie ou en Allemagne du Nord. Les troupeaux irlandais, anglais, danois et hollandais passent également d'un type Frison à un type Holstein. Cependant, le sud de l'Allemagne a jusqu'à présent conservé la race mixte Fleckwiesh ou la race laitière Brune des Alpes dans les zones d'altitude. De même, la Meuse Rhin Yssel se maintient assez bien dans le sud de la Hollande. Il en est de même pour la Montbéliarde et la Normande qui totalisent environ 30 % du cheptel français et dont l'érosion s'est aujourd'hui bien ralentie.

DES SYSTÈMES D'ALIMENTATION TRÈS DIFFÉRENTS

De l'herbe pâturée et ensilée au Nord

Au Royaume-Uni comme en Irlande, l'herbe représente la ressource fourragère principale sinon exclusive, mais les deux systèmes diffèrent fortement quant à la période de vêlage. En Irlande, dans un pays très arrosé où la pousse de l'herbe est assez régulière sur 6 à 8 mois, le souci de réduire les coûts de production se traduit par un objectif maximal de production de lait avec l'herbe pâturée. Les vêlages très groupés en février-mars (environ 4 à 6 semaines avant la mise à l'herbe) entraînent une très forte saisonnalité de la

collecte (5 fois plus de lait en mai qu'en décembre). Le pâturage est conduit de façon assez intensive avec des fertilisations azotées de 200 à 300 unités, de nombreuses parcelles en rotation et des temps de séjour très courts. En hiver, les stocks d'ensilage d'herbe sont limités et de qualité assez moyenne mais suffisante pour les vaches en fin de lactation ou taries. À partir des premiers vêlages, les éleveurs distribuent les meilleurs stocks et une même quantité de concentré à toutes les vaches jusqu'à la mise à l'herbe.

Au Royaume-Uni, les vêlages ont lieu principalement en automne et en début d'hiver, ce qui nécessite des stocks d'ensilage d'herbe importants et de bonne qualité. Les efforts de recherche et développement ont donc porté autant sur l'alimentation hivernale (ensilage ressuyé + agent de conservation, ration complète) que sur la conduite du pâturage. Celui-ci reste cependant un maillon essentiel, même pour les grands troupeaux de plus de 100 vaches pour lesquels les techniques de pâturage simplifié ou de pâturage continu sont largement utilisées.

Aux Pays-Bas, la période de vêlage est également centrée sur le début d'hiver mais le souci de la qualité des fourrages est permanent (Schukking, 1993). Pendant l'hiver, l'utilisation d'une ration mixte composée d'ensilage d'herbe et de maïs s'est généralisée partout où la culture du maïs-ensilage est possible, notamment dans le sud du pays. En été, le pâturage reste la règle générale mais se réduit la nuit à un affouragement à l'étable, soit avec de l'herbe verte récoltée à l'autochargeuse, soit avec de l'ensilage de maïs. Cet affouragement à l'étable est justifié par un double souci : une plus forte intensification fourragère et une réduction des rejets directs au pâturage pour limiter les risques de pollution.

Pas de pâturage au sud, même lorsque le maïs est absent

En Bavière, plus de la moitié des vaches laitières est localisée en zone de piémont ou de montagne où la culture du maïs est limitée, voire interdite par l'altitude. Par conséquent, la prairie permanente est omniprésente. Cependant, le pâturage n'a jamais été populaire dans cette région en raison de l'habitat très groupé, de la concentration des fermes dans les villages et d'un parcellaire très éclaté. Aussi, l'affouragement en vert avec la remorque autochargeuse reste la règle. Mais avec l'augmentation de la taille des troupeaux, les éleveurs semblent hésiter entre deux autres voies : le passage à l'ensilage toute l'année avec la remorque distributrice ou le retour au pâturage pour ceux qui ont profité de la restructuration laitière et du remembrement, et qui peuvent trouver à proximité des surfaces suffisantes. À l'inverse, les systèmes laitiers, minoritaires dans la zone de plaine, s'orientent de plus en plus vers l'utilisation de maïs-ensilage toute l'année sans se préoccuper des risques éventuels pour l'environnement.

La situation est un peu analogue de l'autre côté des Alpes, en Lombardie (Italie), mais avec des troupeaux de l'ordre de 60-80 vaches : la stabulation permanente est généralisée et l'ensilage de maïs reste le fourrage principal. Là aussi, grâce à la remorque mélangeuse distributrice, la ration complète s'est généralisée et permet de valoriser d'autres ensilages (ray-grass dérobé, luzerne) ou des sous-produits et de fortes quantités de concentrés. En Emilie, dans la zone du Parmesan, l'ensilage étant interdit, la stabulation permanente est également généralisée avec une alimentation à base de foin de luzerne ou de prairie permanente et de concentré toute l'année. Même dans les zones de piémont et de montagne, le pâturage se limite le plus souvent aux génisses d'élevage, comme en Bavière.

La nature des stocks dépend d'abord des contraintes pérennes

L'ensilage de maïs est devenu le principal fourrage stocké pour l'alimentation du troupeau laitier, en Allemagne, en Italie et en France, du moins en l'absence de contraintes agronomiques ou d'interdiction par certaines fabrications fromagères (Comté, Parmesan etc.). Il a également envahi le sud des Pays-Bas et remonte lentement mais sûrement vers la Frise, la Basse Saxe, le Jütland et progresse également très fortement en Angleterre, profitant des gains de précocité et, plus récemment, des primes de la Politique agricole commune (PAC).

L'ensilage d'herbe reste cependant prépondérant au Royaume-Uni, en Irlande et aux Pays-Bas, et se maintient bien en Allemagne. Les deux techniques principales et souvent complémentaires sont la coupe fine à l'automotrice pour les gros chantiers et l'enrubannage de grosses balles pour les autres ou les petites structures. L'autochargeuse gardera cependant la première

place pendant quelques années encore aux Pays-Bas et en Bavière (Tableau 3).

Enfin, le foin ne s'est maintenu dans les systèmes laitiers comme fourrage principal de la ration hivernale que lorsque la transformation fromagère interdit l'ensilage et peut assurer une meilleure valorisation du lait. Il est possible alors d'envisager des sécurités telles que le séchage en grange (zone Comté) ou l'achat de foin de luzerne (zone Parmesan).

Milieux et contextes économiques maintenant la diversité

Cette description rapide des systèmes d'alimentation montre à nouveau une grande diversité ; certains apparaissent cohérents avec les atouts et les contraintes du milieu, d'autres résultent davantage du contexte socio-économique. Certes, le pâturage est généralement perçu comme un atout majeur pour réduire les coûts de production. Ainsi, une étude économique des systèmes laitiers entre différents pays montre que le coût de production diminue en fonction de la part d'herbe pâturée dans la ration annuelle (Clark et Jans, 1995 ; Figure 6). Cependant, ce type de graphique peut être contesté car d'autres facteurs de production associés au pâturage (coût du foncier, niveau d'intrants, taille des troupeaux etc.) pèsent peut être autant, voire davantage, sur le coût de l'alimentation que la part de pâturage. Ainsi, les économistes bavarois estiment que le coût de l'unité fourragère pâturée est supérieur à celui de l'unité fourragère de maïs-ensilage distribué, compte tenu de la prime dont bénéficie ce dernier. Il ne faudrait pas non plus sous-estimer la capacité de résistance des autres systèmes sans pâturage qui peuvent bénéficier par ailleurs d'une meilleure valorisation du lait ou tout simplement d'un marché local important pour les produits frais, ce qui limite la concurrence avec d'autres pays.

Tableau 3. Techniques d'ensilage d'herbe en Europe

Pays	1	Modes d'ensilage ¹ 2	3	Taux de MS (%)	Agent de conservation (% des surfaces)
Royaume-Uni	Coupe fine	Enrubannage	Double coupe	27	40
Irlande	Coupe fine	Enrubannage	Double coupe	20	50
Danemark	Coupe fine	Enrubannage	Autochargeuse	30	1
Hollande	Autochargeuse	Coupe fine	Silo meule Grosses balles	42	10 (5 à 30)
Allemagne de l'Ouest	Autochargeuse	Coupe fine	Enrubannage	40	5
Italie	Coupe fine	Enrubannage	Fléaux	28	30
France	Coupe fine	Enrubannage	Autochargeuse	22	5

¹ Par ordre d'importance

Sources : Wilkinson, 1992 ; Institut de l'élevage, 1994

Figure 6. Relation entre le coût de production et la part de pâturage dans la ration annuelle de différents pays¹



¹ Base 100 pour la Nouvelle-Zélande
Source : Clark et Jans, 1995

QUELS SYSTÈMES LAITIERS POUR DEMAIN ?

Cet aperçu rapide de la diversité des systèmes laitiers de l'Europe de l'Ouest présente des limites notamment celles de brouiller l'image par excès d'exemples et de privilégier l'histoire longue et complexe des pays et des régions avec des politiques différentes et changeantes. Cependant, même pour les six pays fondateurs du Marché Commun (qui fêtera ses trente ans dans quelques mois), malgré une politique agricole commune très active et très interventionniste et la suppression des barrières douanières, cette diversité a persisté. Résistera-t-elle à l'ouverture du marché mondial imposé par les accords du GATT définissant une nouvelle règle du jeu au profit des plus forts sinon des plus gros ? Les producteurs ont-ils encore le choix de ne pas rentrer dans la course ? Peuvent-ils choisir leur rythme dans cette course de la productivité animale comme de celle du travail qui laisse de plus en plus de chômeurs sur le bord de la route ?

Les exemples précédents montrent bien qu'il y a des chemins différents pour des marchés différents. Les Italiens continuent de préférer le Parmesan dans leurs pâtes à l'emmental râpé, deux à trois fois moins cher. En France, même dans les régions laitières les plus intensives, la course à la performance s'est nettement ralentie depuis plusieurs années. En réduisant les frais de culture et de récolte, avec davantage de pâturages et moins de maïs, de nombreux éleveurs ont amélioré leur revenu malgré une baisse de production par vache de quelques centaines et même parfois de 1000 à 2000 litres. Des visites et des échanges entre les producteurs de lait de l'ouest de la France (Loire Atlantique) avec ceux de la région de Lanaudière ont

permis de mieux comprendre dans quelles conditions cette façon de produire était viable et vivable. Mais pour rester sur un bon chemin qui ne soit pas une impasse un peu plus tard, il faut de temps en temps regarder et analyser ce monde qui bouge de plus en plus vite et où les distances se réduisent de plus en plus, grâce à des moyens de transport de plus en plus rapides, et à des moyens de communication quasi instantanés. Qu'en est-il des produits laitiers ?

Un marché mondial plutôt en expansion

Selon la FAO (1995), sur une production laitière mondiale de 540 millions de tonnes (dont 470 millions de tonnes de lait de vache), seulement 6 % vont sur le marché mondial. L'Union européenne reste le premier fournisseur mais depuis les quotas sa contribution se réduit au profit de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie.

Toujours d'après les prévisions de la FAO, la consommation mondiale devrait croître de 0,5 % par an pendant les prochaines années en particulier en Asie, en Amérique du Sud et au Moyen-Orient, du fait de l'accroissement de la population, de l'urbanisation croissante et du rapprochement des habitudes alimentaires avec l'augmentation des revenus d'une partie de la population.

Parmi les pays industrialisés, seuls les Etats-Unis et le Japon pourraient enregistrer une croissance de la demande des produits laitiers. A l'inverse, la consommation globale tendrait à diminuer en Europe, à l'Ouest comme à l'Est du fait du déclin de la consommation humaine de beurre et de l'utilisation animale de poudre de lait écrémé, déclin non compensé par l'accroissement de la demande en produits frais et fromages.

Une forte croissance en Océanie mais aussi dans les nouveaux pays

Depuis la mise en place des quotas en Europe, l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont augmenté leur production de 30 %. Mais c'est principalement la Nouvelle-Zélande qui est le concurrent le plus redoutable car elle bénéficie de conditions de production particulièrement favorables et exporte 90 % de sa production. Avec 15 000 producteurs ayant des troupeaux de 160 vaches en moyenne et une alimentation au pâturage toute l'année avec peu ou pas de foin ou d'ensilage, donc pas de bâtiments pour les animaux, peu d'équipements sauf une salle de traite qui fonctionne à plein régime, ce pays peut afficher un coût de production de lait environ deux fois plus faible que ceux de l'Europe ou du Québec. Actuellement les exportations représentent environ 7 millions de tonnes de lait et

25 % de la part des échanges mondiaux. Cependant si ce pays veut développer davantage ses exportations, il faudra faire du lait dans les zones moins favorables, actuellement utilisées par les moutons, donc à des coûts plus élevés ; ce qui est également le cas en Australie. Enfin, ces deux pays visent principalement le marché du Sud-Est asiatique qui est à leur porte et où la demande est en forte expansion.

Mais cette demande va aussi encourager le développement d'une production laitière locale comme le montrent par exemple la Corée du Sud, l'Inde et la Chine. De même au Moyen-Orient, les pays pétroliers développent aussi de grandes unités laitières, un peu sur le modèle des *feeds lots* californiens, avec plus ou moins de luzerne irriguée comme fourrage de base (Mauriès, 1994).

Par conséquent, les perspectives d'exportation vers le marché laitier mondial sont très incertaines et il est plus sage de privilégier d'abord le marché local. Mais pour ce marché de proximité, on peut hésiter entre deux voies, deux modèles très différents ; l'un misant sur la technologie et la production de masse pour réduire les coûts de production, l'autre misant sur la qualité et l'image de produit naturel et faisant le pari que le consommateur sera prêt à le payer un peu plus cher.

Un choix entre deux modèles

Modèle industriel

Le modèle industriel est déjà à votre porte, c'est le *feed lot* californien de quelques centaines à quelques milliers de vaches de haute valeur génétique, traitées à la somatotropine, avec un robot de traite et une alimentation calculée par ordinateur et composée de beaucoup sous-produits achetés aux meilleurs prix sur le marché mondial. Les points faibles de ce modèle sont la gestion des déjections difficile faute de terre, les investissements coûteux en bâtiments, équipements et stockage, les problèmes de santé, de boiteries, de mammites qui se développent avec la stabulation permanente, etc. et l'image un peu concentrationnaire pour les animaux. Cependant ce modèle a aussi ses adeptes en Europe. Il se développe notamment à proximité des grandes agglomérations urbaines de la vallée du Po en Italie du Nord et autour de Barcelone en Espagne. Ces grosses unités peuvent aussi repartir sinon se multiplier en Europe de l'Est, les infrastructures étant encore en place en Allemagne de l'Est, en Tchéquie, en Hongrie par exemple, où le consommateur est moins attentif au mode de production.

Modèle fourrager

Dans le modèle fourrager, l'essentiel de l'alimentation du troupeau laitier provient de la production fourragère

de l'exploitation, les concentrés étant des aliments complémentaires et correcteurs et non pas la base de la ration. Cette production laitière liée au sol, avec des troupeaux de 40 à 80 vaches qui sortent au pâturage et qui produiront sans doute un peu moins de lait mais avec un coût de production plus faible, semble à la fois plus intéressante pour l'éleveur et plus séduisante pour le consommateur. Cependant cumuler le travail des champs, la récolte des fourrages, la traite et les soins aux animaux représente une grosse charge de travail en continu toute l'année. Il faut donc trouver des formules de remplacement pour se libérer de temps en temps le dimanche et pour les vacances. Il faut aussi faire davantage de travaux de culture et de récolte à forfait pour être plus disponible pour la conduite de l'élevage.

Selon les régions, on peut aussi choisir de faire moins de cultures et davantage de pâturage. De toutes façons, pour faire du « lait fourrager » de façon rentable et durable, il faut s'adapter au mieux au milieu local, à ses contraintes et valoriser pleinement ses atouts.

Dans la région de Lanaudière, on ne peut sans doute pas faire le lait de la même manière sur les basses terres assez froides donc plus herbagères que dans la plaine où le maïs se plaît bien et donne de bons rendements ou encore dans les piémonts où l'herbe peut à nouveau reprendre toute sa place avec davantage de pâturage, ce qui contribue aussi à la qualité du paysage. Dans cette dernière zone, il n'est pas surprenant que les producteurs cherchent aussi à diversifier leurs productions vers la viande ou d'autres activités.

Dans un pays où l'espace et le foncier sont relativement abondants et peu chers par rapport à la plupart des pays d'Europe, le choix entre les deux modèles précédents semble assez clair. Le Québec a aussi une culture gastronomique et festive qui sont des atouts supplémentaires pour la valorisation des produits de qualité.

RÉFÉRENCES

1994. Le producteur de lait québécois. Avril

Clark, D. A. et Jans F. 1995. High forage use in sustainable dairy system. Proc. 4th INSH, Clermont-Ferrand, France.

CPAQ. 1996. Symposium sur les bovins laitiers. Conseil des productions animales du Québec

Eurostat .1990-1994. Agriculture. Annuaire statistique.

FUPA Lanaudière. 1984. Pour que vivent bêtes et gens. Histoire de l'agriculture de la région Lanaudière.

Guesdon J. C., Chotteau P. et Kempf, M. 1995. Vaches d'Europe. Lait et viande. Aspects économiques. Éd. Economica, 245 p.

Neveu A. 1991. Economie de l'agriculture française en Europe. Forces et faiblesses, Dunod Éd., 192 p.

Pflimlin A. et Corrot G. 1994. Evolution des systèmes de récolte des fourrages dans quelques pays d'Europe. Place de l'enrubannage. Fourrages 138 : 205-216.

Schukking S. 1993. Recent and future developments in dairy farming in Western Europe, P.R. Lelystad, N.L.